ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 8 mai 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale "portant création du centre de formation du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 15 juin 1998 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 8 mei 1998 door de Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende oprichting van het opleidingscentrum van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp", heeft op 15 juni 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Jusqu'à la scission de la province de Brabant en 1993, il existait deux centres de formation sur le territoire de ladite province, l'un à Braine-l'Alleud, l'autre à Zaventem.

L'article 3 de l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la province de Brabant vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale, prévoit que les deux centres de formation précités sont repris respectivement par la province du Brabant wallon et par la province du Brabant flamand.

L'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est ainsi dépourvu d'un centre de formation agréé.

L'arrêté en projet tend à créer un centre de formation essentiellement pour le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale et entend réglementer dans une certaine mesure cette formation.

En vertu de l'article 4bis de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, tel qu'il a été inséré par l'ordonnance du 12 mars 1998,

> "Le Service d'incendie organise un Centre de Formation qui a pour buts la formation, le perfectionnement ou le recyclage du personnel opérationnel des services publics d'incendie.
>
> Le Centre de Formation peut également organiser des cours au profit de tiers pour autant qu'ils aient trait à la prévention et à la lutte contre l'incendie et la panique.".

Comme dans les avis n° 27.260/4 et 27.261/4, donnés à propos de projets d'arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant respectivement "le statut administratif du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale" et "les règles de fonctionnement du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale", il convient de s'interroger sur les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale pour adopter l'arrêté en projet.

A considérer la formation proprement dite comme un élément du statut administratif des membres du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente, il y a lieu de reconnaître à la Région de Bruxelles-Capitale la compétence d'agir en tant qu'autorité régionale et ce, conformément aux articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Toutefois, comme il l'a été démontré dans l'avis n° 27.260/4, la matière de la protection civile étant restée fédérale, la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale doit s'exercer dans le respect des dispositions générales fixées par le Roi en vertu de l'article 9, § 1er, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ainsi que des dispositions prises par Celui-ci en vertu de l'article 13, § 3, de la même loi.

S'agissant de l'organisation et de l'agrément d'un centre de formation pour le personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, il y a lieu de se reporter à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie.

Cet arrêté royal organise le régime d'agrément des centres provinciaux ainsi que l'octroi des subventions à ces centres agréés. Il attribue au ministre de l'Intérieur le pouvoir d'agréer les centres provinciaux (1).

La Région de Bruxelles-Capitale peut prendre l'initiative de créer un centre de formation mais encore faut-il, si elle souhaite que celui-ci délivre des brevets et des certificats reconnus, que ce centre soit agréé par le Ministre de l'Intérieur.

---

(1) Un arrêté ministériel du 1er mars 1993 réglant l'inspection des centres de formation pour les services d'incendie énumère ces centres.

C’est ainsi qu’il faut comprendre l’article 4bis de l’ordonnance du 19 juillet 1990 précitée.

En conclusion, il appartient au Service d’incendie et d’aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale de demander au Ministre de l’Intérieur, d’agréer son centre de formation, et ce, conformément à l’arrêté royal du 4 octobre 1985 précité.

L’avis se limitera donc aux seules dispositions statutaires de l’arrêté en projet qui ont trait à la formation du personnel du Service d’incendie et d’aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

1. Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 17, 18, 19, 20 et 25, 1°, du projet doivent se conformer essentiellement au chapitre Ier de l’arrêté royal du 19 mars 1997 relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d’incendie.

Il revient, en effet, à l’autorité fédérale de déterminer le programme minimum de formation pour l’obtention de chaque brevet ainsi que la durée de chaque cours, de décider du contenu de formations particulières ou de recyclages spéciaux, d’autoriser plusieurs centres provinciaux à organiser en commun des formations de même nature ...

La section de législation s'abstiendra de faire d'autres commentaires à propos de ces dispositions compte tenu d'un recours en annulation pendant devant la section d'administration, concernant l'arrêté royal du 19 mars 1997, précité, et ce, de manière à ne pas préjuger de l'arrêt qu'elle rendra.

2. Les articles 8 à 16, 21 à 24, 25, 2°, à 29 du projet constituent des règles de fonctionnement interne du centre de formation qui n'ont pas leur place dans l'arrêté en projet. Ils devraient faire l'objet d'un règlement d'ordre intérieur pris par les organes compétents du Service d'incendie et d'aide médicale urgente.

OBSERVATION FINALE

Le projet abuse de l'emploi de la majuscule, ainsi pour ne citer que quelques exemples, on écrira : " Service d'incendie et d'aide médicale urgente", "centre de formation", "fonctionnaire dirigeant", "fonctionnaire dirigeant adjoint", "directeur du centre", "directeur adjoint", "officier", "médecin", "conseil pédagogique", etc.

ALGEMENE OPMERKING

Vóór de splitsing van de provincie Brabant in 1993 bestonden er twee opleidingscentra op het grondgebied van die provincie, een in Eigenbrakel en een in Zaventem.

Artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling zonder schadeloosstelling van het personeel en de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, en naar de federale overheid bepaalt dat beide voornoemde opleidingscentra respectievelijk worden overgeheveld naar de provincie Waals-Brabant en de provincie Vlaams-Brabant.

Het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad beschikt aldus niet over een erkend opleidingscentrum.

Het ontworpen besluit strekt ertoe een opleidingscentrum op te richten dat in hoofdzaak bedoeld is voor de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp en beoogt die opleiding in zekere mate te regelen.

Overeenkomstig artikel 4bis van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofd-

stedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp, zoals ingevoegd bij de ordonnantie van 12 maart 1998,

> "(richt) de Brandweerdienst (...) een Opleidingscentrum in dat de opleiding, vervolmaking of bijscholing van het operationeel personeel van de openbare brandweerdiensten tot doel heeft.
>
> Het Opleidingscentrum kan eveneens cursussen organiseren ten behoeve van derden, voor zover zij betrekking hebben op de voorkoming en de bestrijding van brand en paniek.".

Net als in de adviezen nrs. 27.260/4 en 27.261/4, die verstrekt zijn naar aanleiding van de ontwerpen van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp" en "houdende de werkingsregels van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp", dient men zich af te vragen of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd is om het ontworpen besluit aan te nemen.

Als de opleiding op zich beschouwd wordt als een onderdeel van de administratieve rechtspositie-regeling van de personeelsleden van de Dienst voor brandweer en dringende medische hulp, moet het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd worden geacht om op te treden als gewestelijke overheid, overeenkomstig de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Zoals in advies nr. 27.260/4 echter is gesteld, dient, aangezien de civiele bescherming een federale aangelegenheid gebleven is, de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te worden uitgeoefend met inachtneming van de algemene bepalingen vastgesteld door de Koning krachtens artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, en van de bepalingen die Hij krachtens artikel 13, § 3, van dezelfde wet heeft uitgevaardigd.

Wat betreft de oprichting en de erkenning van een opleidingscentrum voor het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp, behoort te worden teruggegrepen naar het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer.

Dat koninklijk besluit voorziet in de regeling voor de erkenning van de provinciale centra en in de toekenning van toelagen aan die erkende centra. Het verleent de Minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid om de provinciale centra te erkennen (1).

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mag zelf een opleidingscentrum oprichten, maar dat centrum dient dan wel door de Minister van Binnenlandse Zaken erkend te worden, wil het erkende brevetten en getuigschriften afleveren.

---

(1) Een ministerieel besluit van 1 maart 1993 tot regeling van de inspectie over de opleidingscentra voor de brandweer noemt die centra op.

Artikel 4bis van de voornoemde ordonnantie van 19 juli 1990 dient in die zin te worden begrepen.

Tot slot kan worden gesteld dat het de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp toekomt om de Minister van Binnenlandse Zaken te vragen zijn opleidingscentrum te erkennen, en wel overeenkomstig het voornoemde koninklijk besluit van 4 oktober 1985.

Het advies beperkt zich dan ook uitsluitend tot de rechtspositionele bepalingen van het ontworpen besluit die betrekking hebben op de opleiding van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor brandweer en dringende medische hulp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

1. De artikelen 3, 4, 5, 6, 7, 17, 18, 19, 20 en 25, 1°, van het ontwerp dienen in wezen in overeenstemming te zijn met hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 19 maart 1997 betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer.

Het komt immers de federale overheid toe om het minimale opleidingsprogramma te bepalen voor het behalen van enig welk brevet, om de duur van elke cursus vast te leggen, om te beslissen over de inhoud van bijzondere opleidingen of speciale bijscholingen, om verschillende provinciale centra te machtigen samen opleidingen van dezelfde aard te organiseren ...

De afdeling wetgeving zal geen verdere commentaar leveren op die bepalingen, gelet op het beroep tot nietigverklaring dat thans bij de afdeling administratie hangende is en dat betrekking heeft op het voornoemde koninklijk besluit van 19 maart 1997, om aldus niet vooruit te lopen op het arrest dat zij zal wijzen.

2. De artikelen 8 tot 16, 21 tot 24, 25, 2°, tot 29 van het ontwerp houden voorschriften in voor de interne werking van het opleidingscentrum, die als dusdanig niet thuishoren in het ontworpen besluit. Ze zouden moeten worden opgenomen in een huishoudelijk reglement vastgesteld door de bevoegde organen van de Dienst voor brandweer en dringende medische hulp.

SLOTOPMERKING

In het ontwerp wordt overdreven met het gebruik van hoofdletters. Bij wijze van voorbeeld behoort te worden geschreven : "Dienst voor brandweer en dringende medische hulp", "opleidingscentrum", "leidend ambtenaar", "adjunct-leidend ambtenaar", "directeur van het centrum", "adjunct-directeur", "officier", "geneesheer", "pedagogische raad", enz.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la
J. van COMPERNOLLE, section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN